

18^{ème} Congrès Ordinaire déi Lénk : Résolution principale

Mobiliser pour une alternative éco-socialiste !

1 **L' évolution internationale**

2 Trente ans après la proclamation de la « fin de l'Histoire », l'humanité entre dans une période de
3 crises en cascade qui prennent des dimensions de catastrophes existentielles. Plus d'un quart de
4 siècle après le Sommet de Rio en 1992 et la Convention de l'ONU sur le changement climatique, les
5 émissions annuelles de CO² ont augmenté de 60%. Depuis la crise financière de 2008, et davantage
6 encore pendant la pandémie du Covid-19, le système financier mondial est alimenté par des
7 politiques monétaires exceptionnelles et les subventions publiques sont devenues le moyen de
8 survie de l'économie néolibérale. Parallèlement, le chômage de masse et les inégalités sociales ont
9 augmenté partout, même dans les pays économiquement riches. Les délocalisations industrielles
10 et les privatisations continuent, avec comme corollaire la précarisation des statuts des salarié.e.s.
11 Les effets d'une crise écologique globale et multiple se manifestent partout et sur différents
12 niveaux, avec la crise climatique comme menace majeure sur l'avenir de l'humanité. La pandémie
13 du Covid-19 a souligné la vulnérabilité du système actuel-basé sur une course effrénée au profit à
14 tout prix-qui n'était absolument pas préparé, et qui n'a pas réussi à endiguer l'épidémie et à mettre
15 en œuvre très tôt pour tout le monde des produits non-pharmaceutiques protecteurs, des
16 médicaments et techniques médicales prévenant les formes graves et, maintenant, des vaccins
17 immunisants. Tout a été question de marchés, de brevets, dessous-de-table, privatisations et
18 profits. Sans surprise, la logique du commerce et de la rentabilité a devancé les critères
19 humanitaires de santé. Dans les pays pauvres, dominés et sous-développés, les crises prennent des
20 dimensions encore plus graves et catastrophiques. Alors que le néolibéralisme s'enfoncé dans une
21 impasse, nous entrons dans une nouvelle ère d'instabilité globale.

22
23 Face à l'instabilité économique et financière, l'orthodoxie budgétaire a été jetée par la fenêtre et
24 remplacée par l'activisme des dépenses publiques. En décembre 2020, des mesures de relance
25 budgétaire d'un montant de 13.500 milliards de dollars, soit 15 % du PIB mondial, avaient été
26 décidées, c'est-à-dire 4 à 5 fois plus que pendant la récession de 2008/09. Aujourd'hui, sauvé par
27 les bras forts de l'État, aucun.e capitaliste n'ose plus revendiquer qu'on laisse agir librement la main
28 invisible du marché. En même temps, face aux nouvelles formes de capitalisme soutenu sans limites

29 par les caisses de l'État, personne n'oserai plus prétendre qu'un État fortement interventionniste
30 suffirait pour réaliser une société solidaire et juste.

31

32 **La situation au Luxembourg**

33 Au Luxembourg, la crise économique et idéologique créée par la pandémie du Covid-19 a secoué la
34 classe dirigeante. En quelques semaines, le pays s'est retrouvé dans un scénario d'urgence inédit :
35 afin de pouvoir assurer des mesures telles que le paiement du chômage partiel ou les aides étatiques
36 à l'attention des indépendant.e.s et des PME, le gouvernement a contracté des emprunts cumulés
37 à hauteur de 2,5 milliards auprès des marchés financiers, tout en bénéficiant de taux négatifs à la
38 faveur du "AAA". Parallèlement, la stratégie de transformation néolibérale suit son cours au
39 Luxembourg, dans les banques et leurs services, dans les transports, la poste et d'autres services
40 publics via la digitalisation. En dépit des milliards d'euros mobilisés, là où les services publics
41 auraient dû être renforcés, ils sont maintes fois réduits. Étant donné qu'une partie importante de
42 l'électorat est rétribuée par la fonction publique étatique ou communale et assimilée, celle-ci n'a
43 pas ressenti une détérioration de son pouvoir d'achat suite à cette politique. Mais la situation n'est
44 pas la même pour le salariat du privé, qui - dans le cadre du chômage partiel - n'a obtenu que 80%
45 de son salaire et dont la protection à l'encontre des licenciements n'a pas été assurée.

46

47 La gestion de la pandémie est à l'image de la politique telle qu'elle est menée depuis des décennies
48 : elle est techno-libérale et elle ignore les besoins des parties les plus précaires de la population. A
49 l'instar des autres pays occidentaux dont nous partageons plus ou moins le même modèle politique
50 et socio-économique, les répercussions liées à la pandémie ont révélé de manière encore plus
51 intense les dysfonctionnements profonds du modèle capitaliste: des systèmes de santé qui ne sont
52 pas (ou mal) préparés aux crises, des réserves budgétaires et fiscales non mobilisées, le recours
53 exclusif à l'endettement sur les marchés financiers pour venir en aide aux salariés et aux
54 indépendants, des protections des locataires qui ne limitent que partiellement la casse ou encore
55 l'incapacité de prendre en charge correctement la gestion des crises émotionnelles et les troubles
56 mentaux liés à la pandémie.

57

58 Évidemment, celles et ceux qui étaient déjà invisibles en temps normal ne sont désormais plus
59 entendu-e-s du tout. Ainsi, les sans-abris, les réfugié.e.s, les personnes en situation irrégulière
60 dépendent de plus en plus de l'engagement d'organisations d'entre-aide ou caritatives.

61

62 Cette politique menée à partir de la perspective des plus favorisé.e.s se ressent également au niveau
63 scolaire : avec les cours à distance les disparités sociales se sont accrues d'avantage encore dans
64 l'école luxembourgeoise, dont le fonctionnement et l'enseignement sont structurellement adaptés
65 aux classes supérieures et moyennes. Les disparités sociales ont été davantage accrues.

66

67 Le Luxembourg est l'un des pays les plus riches et les plus pollueurs du monde par têtes d'habitants,
68 mais a aussi une société profondément inégalitaire. Durant des décennies, ce pays a vécu du profit
69 de l'industrie sidérurgique avant de passer aux miettes laissées par "l'industrie" financière. Si, en
70 contrepartie, la caste dirigeante a intériorisé le principe de la modération salariale, elle n'a pourtant
71 pas développé les services publics de manière à satisfaire les besoins élémentaires de tout.e.s, se
72 limitant à une politique de transferts sociaux, soutenus de plus en plus par l'impôt plutôt que par la
73 cotisation salariale patronale. Elle a sous-traité une partie de ces services au secteur privé et s'est
74 engagée dans une politique du laissez-faire tant dans le domaine du travail, que de l'éducation, du
75 logement et ainsi de suite... Les résultats néfastes de cette négligence systématique ne sont plus
76 uniquement ressentis par les plus pauvres, mais progressivement aussi par les catégories sociales
77 se situant au-dessus du seuil de pauvreté. Les plus jeunes générations sont particulièrement
78 touchées : marché du travail tendu, concurrence accrue, contrats de travail précaires (CDD et
79 intérim), salaires modestes et logements inabordables. Et s'il donne du travail à une main-d'œuvre
80 transfrontalière de plus en plus nombreuse, qui contribue à la richesse du pays, la redistribution vers
81 les régions limitrophes se fait attendre, source de nouvelles insatisfactions.

82

83 Celles et ceux qui représentent le gouvernement et la majorité au parlement ont tort de croire qu'ils
84 pourront continuer sur leur lancée, se faisant élire sur base d'un clientélisme qui se réduit en peau
85 de chagrin face à l'ampleur des problèmes de logement, du mal-vivre social et écologique, de la
86 menace de perte d'emploi, de garanties contre le chômage sous-développées, de développement
87 des inégalités sociales également parmi les couches salariales qu'on appelait jadis « moyennes ».
88 Ils/Elles ne pourront plus compter sur le statut quo, force d'un CSV en déclin historique, tandis que
89 se multiplient les couches salariales qui ne pourront compter que sur elles-mêmes et sur leurs
90 organisations de base qui, au Luxembourg, se mobilisent et luttent pour les droits des plus précaires
91 et des travailleuses et travailleurs.

92 **Du mouvement vers la marée**

93 Notre société et économie ont été profondément changées par la pandémie. Si cela n'allait pas bien
94 avant, c'est encore pire maintenant. Alors que les plus petits ont le plus souffert de la situation, les
95 plus grands, les chaînes commerciales, les multinationales, la grande finance et bien d'autres encore
96 en sont sortis encore plus forts et ne sont pas disposés à partager. En tant que mouvement de
97 gauche, en tant que formation politique dédiée au salariat et à ceux qui n'ont rien, ici comme ailleurs
98 au monde, il ne suffit pas de se solidariser sous forme de communiqués et actions ponctuelles. Le
99 peuple en a marre comme nous, et ensemble, il faut former la marée qui balaye le système suite à la
100 tempête que nous vivons actuellement.

101

102 Constatant donc :

103

- 104 - que le Luxembourg est dominé par les intérêts de ceux qui vivent des rentes de la
105 place financière et de la grande propriété immobilière et foncière;
- 106 - qu'aucune alternative éco-socialiste n'est possible sans mobilisation massive de
107 celles et ceux qui n'appartiennent pas aux classes privilégiées;
- 108 - que déi Lénk, n'est pas suffisamment implanté au sein des catégories sociales que
109 nous voulons représenter;

110

111 Le Congrès invite la Coordination nationale

112

- 113 - à poursuivre le développement d'une alternative éco-socialiste axée sur la situation
114 au Luxembourg
- 115 - à mettre sur pied une stratégie d'ancrage dans la population, dont les travailleuses
116 et travailleurs, notamment les plus précaires; celles et ceux qui travaillent dans les
117 secteurs essentiels et qui satisfont les besoins de la population, celles et ceux sans
118 qui la société ne pourrait fonctionner;
- 119 - à concentrer le potentiel militant sur le travail d'organisation de base ("ground
120 organizing") après avoir identifié les secteurs de militantisme prioritaires;
- 121 - à se fixer des objectifs concrets et chiffrés à atteindre pour le Congrès 2022